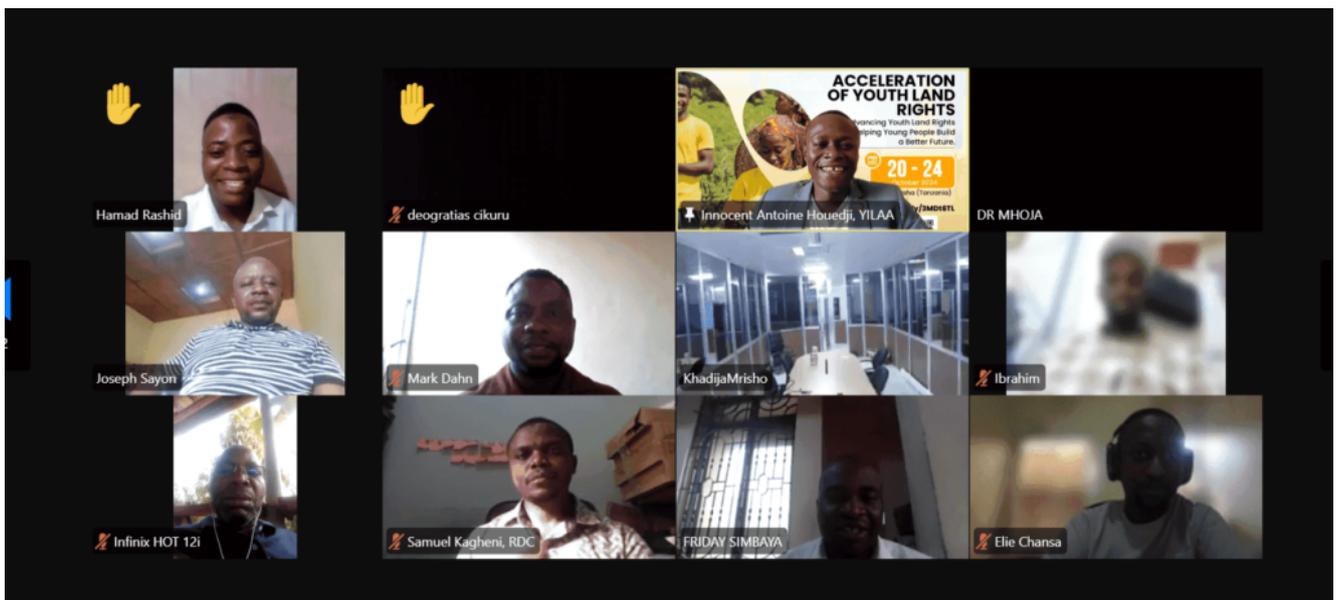


CIGOFA 4 en Tanzanie : Une conférence internationale pour accélérer les droits fonciers des jeunes

Du 20 au 24 octobre 2024, Arusha, en Tanzanie, accueillera la quatrième édition de la Conférence Internationale sur la Jeunesse et la Gouvernance Foncière (CIGOFA 4), un événement phare organisé par l'initiative YILAA et ses partenaires. Ce rendez-vous de haut niveau ambitionne de renforcer la participation des jeunes dans les processus de gouvernance foncière et de promouvoir leurs droits en matière d'accès à la terre.



Conférence de presse à CIGOFA 4

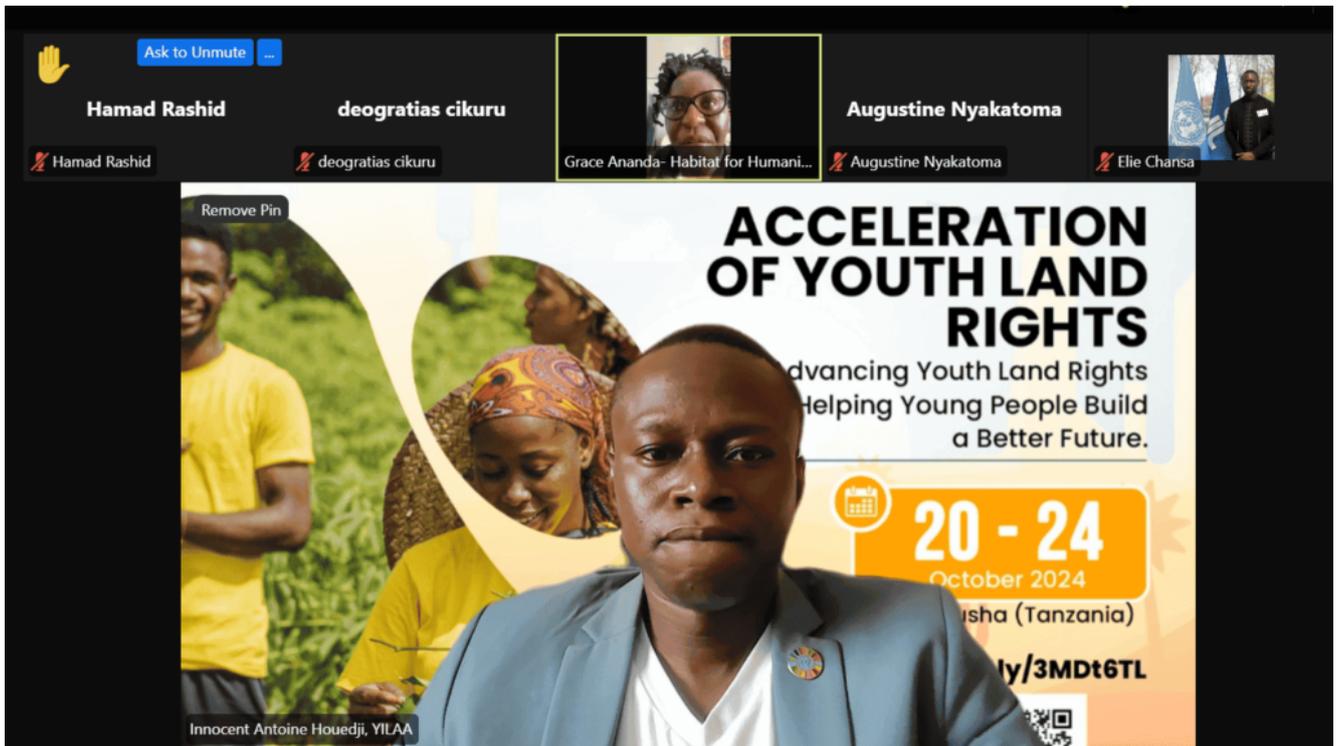
À l'occasion d'une conférence de presse virtuelle tenue le jeudi 10 octobre 2024, Augustine Nyakatoma, Directeur Pays de YILAA en Tanzanie, a dévoilé les enjeux majeurs de cette édition. Placée sous le thème « Accélération des droits fonciers des jeunes », cette 4^e édition de la conférence vise à aborder le rôle essentiel des jeunes dans la gouvernance foncière et le besoin urgent de garantir les droits fonciers

des jeunes.

L'événement permettra d'atteindre plusieurs résultats ambitieux à savoir la formulation de projets innovants tels que 10MymilLand et Data4Youth Land Access, ainsi que le lancement d'un centre de formation en ligne. Un autre point fort sera la création d'une plateforme multi-acteurs en Afrique. Il s'agira d'influencer les politiques nationales et internationales, promouvoir l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels et renforcer leur voix à tous les niveaux de gouvernance.

L'agenda de la conférence, exposé lors de la conférence de presse, prévoit des discussions approfondies sur la situation actuelle de l'accès à la terre pour les jeunes et les moyens d'y remédier.

Pour Innocent Antoine Houedji, Founder Youth Initiative for Land in Africa (YILAA), cette conférence est un espace de dialogue, où jeunes leaders et décideurs politiques échangeront sur les bonnes pratiques et les savoirs intergénérationnels en matière de gouvernance foncière. Il a souligné la nécessité de promouvoir les droits fonciers des jeunes. Selon lui, l'implication des jeunes dans les processus de prise de décision est essentielle pour bâtir une Afrique inclusive et prospère. Il a également insisté sur le rôle que les autorités traditionnelles peuvent jouer dans ce processus.



Eva Maria, coordinatrice de la Coalition Internationale pour l'Accès à la Terre, a rappelé que la gouvernance foncière est une priorité pour l'Afrique, et que la conférence renforce la volonté politique pour garantir les droits fonciers des jeunes. « La population africaine étant majoritairement jeune et confrontée à des défis d'emploi, œuvrer pour les droits fonciers des jeunes est non seulement une question de dignité, mais aussi un levier économique pour leur autonomisation », a-t-elle affirmé. Elle a également plaidé pour l'intégration des questions foncières dans les négociations climatiques, soulignant leur lien direct avec la sécurité alimentaire.

Les interventions de Dr Monica Magoke-Mhoja, directrice Afrique de Landesa, et de Grâce Amanda, d'Habitat for Humanity, ont également soutenu la nécessité d'impliquer les jeunes dans les processus décisionnels liés au foncier en Afrique.

CIGOFA 4 offrira une plateforme unique aux jeunes dirigeants, décideurs, chercheurs et praticiens de divers horizons pour échanger et développer des solutions innovantes aux défis de la gouvernance foncière. Elle permet de renforcer les partenariats entre donateurs, institutions et acteurs de

terrain pour faire avancer la cause des jeunes et de leurs droits fonciers en Afrique.

Rappelons que cette nouvelle édition de la Conférence Internationale sur la Jeunesse et la Gouvernance Foncière bénéficie du soutien de plusieurs partenaires dont l'Union Africaine, la GIZ, International Land Coalition Africa, Landesa et bien d'autres.

Megan Valère SOSSOU

Journées des Médecins du Bénin: Les médecins béninois en réflexion sur l'avenir de leur profession

Les médecins béninois se réuniront du 24 au 26 octobre prochain au Palais des congrès de Cotonou à l'occasion des Journées des Médecins du Bénin, placées sous le thème « Exercice de la médecine au Bénin hier et aujourd'hui : bilan, défis et perspectives ». Cet événement, organisé par l'Ordre National des Médecins du Bénin (ONMB) en collaboration avec les syndicats et associations du secteur médical, vise à encourager une réflexion approfondie sur l'avenir de la profession médicale dans le pays.



**JOURNÉES DES
MÉDECINS DU BÉNIN**
acte 1

**24
26
OCT.**

Thème

**EXERCICE DE LA MÉDECINE
AU BÉNIN HIER ET AUJOURD'HUI:
BILAN, DÉFIS ET PERSPECTIVES**



Palais des Congrès de Cotonou

Activités

**Conférences • Ateliers de Formation
Activités Sportives • Soirée de Gala**

Participation



25000^{FCFA}

Mobile money: **+229 62 05 32 78**

À L'ORDRE DE ADJALLA CAROLE

+d'infos: **+229 96 96 31 72**



Durant ces trois jours, les praticiens béninois discuteront des grandes questions qui façonnent leur métier aujourd'hui et demain. Parmi les sujets au programme figurent le financement des projets médicaux, le développement professionnel continu des médecins, les relations entre médecins et assureurs, l'exode des praticiens vers d'autres pays, ainsi que l'adéquation entre la formation médicale et les besoins du marché du travail.

Ces journées seront aussi l'occasion de renforcer la solidarité entre les professionnels de la santé à travers des activités sociales et sportives. Un don de sang est prévu

ainsi qu'une « Marche du cœur », organisée pour sensibiliser sur la prévention des maladies cardiovasculaires. En clôture, une soirée récréative, intitulée « Nuit du Médecin béninois », rendra hommage aux médecins pour leur engagement quotidien dans la promotion de la santé publique.

L'objectif principal de cet événement est de créer un espace d'échanges constructifs pour relever les défis auxquels la profession fait face et identifier des pistes d'amélioration. Le système de santé béninois, comme ailleurs, est confronté à des problématiques complexes liées à l'insuffisance des infrastructures, au manque de financement, ainsi qu'à la fuite des cerveaux, un phénomène particulièrement préoccupant dans le secteur médical.

Pour participer à ces journées, une inscription de 25 000 FCFA est requise, à régler via Mobile Money au 62053278 (MTN) ou au 94559159 (M00V) au nom d'Adjalla Carolle Abiola Mahougnon. Les informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de Dr Mystère DJENONTIN au 61 19 91 01, Dr Romuald ASSOULE au 96 64 54 43 ou Dr Gilbert FASSINO au 96 96 31 72.

Cet événement sera l'occasion pour les médecins béninois de réfléchir à l'avenir de leur profession et de proposer des solutions concrètes pour un meilleur exercice de la médecine au Bénin.

Constance AGOSSA

JVE Bénin et Benkadi

renforcent la durabilité des groupes de réflexion à Athiémé et Grand-Popo

Les jeudi 26 et vendredi 27 septembre 2024, les communes d'Athiémé et de Grand-Popo ont respectivement accueilli des séances de travail portant sur l'appropriation des actes de formalisation des Groupes de Réflexion (GR) dans le cadre du projet BENKADI, conduit par l'ONG JVE Bénin. Ces ateliers avaient pour but de garantir une compréhension approfondie des arrêtés formalisant ces groupes et de réfléchir à la durabilité des Groupes de Réflexion mis en place par Benkadi.



La première séance de travail s'est déroulée à Athiémé, réunissant les membres du Groupe de Réflexion local et le personnel de JVE Bénin. Le groupe de réflexion d'Athiémé est

officiellement désigné comme le Comité de Réflexion et d'Appui Technique pour la mise en œuvre du projet BENKADI dans la commune.

Les participants ont analysé en profondeur l'arrêté de formalisation du groupe, et ont pu échanger sur les points forts et les lacunes de ces arrêtés, notamment en ce qui concerne la pérennisation des Groupes après la fin du projet BENKADI en 2025. Ils ont identifié des points d'amélioration, notamment concernant la dénomination, les attributions et la composition des membres.

Pour Amadou BAWA, point focal de la PASCIB et membre du groupe de réflexion, les points ont été identifiés pour être améliorés dans l'arrêté actuel. Il s'agit notamment des missions et de la composition des membres. Il a relevé qu'il est important de formaliser les ajouts nécessaires pour que le groupe puisse continuer à fonctionner efficacement après le projet.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'ajouter des lignes aux arrêtés, tant au niveau des missions du groupe qu'à celui de ses membres, ainsi que d'envisager des synergies avec d'autres cadres de dialogue locaux. Une nouvelle proposition d'arrêté a été recommandée pour tenir compte de ces remarques. L'atelier a également permis aux participants de se familiariser avec les outils de prise de décision participative de BENKADI. Un questionnaire a été distribué pour identifier les cadres de dialogue existants au niveau communal et explorer les possibilités de synergies.

La deuxième journée s'est tenue à Grand-Popo, le 27 septembre 2024, rassemblant les membres du Groupe de Réflexion local et l'équipe de JVE Bénin. Comme à Athiémé, le GR de Grand-Popo est formellement nommé Comité de Réflexion et d'Appui Technique pour le projet BENKADI dans la commune.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'ajouter des lignes aux arrêtés, tant au niveau de la dénomination, des

missions du groupe qu'à celui de ses membres. Une nouvelle proposition d'arrêté a été recommandée pour tenir compte de ces remarques. Les participants ont également été initiés aux outils de prise de décision participative de BENKADI.

YEBE Cyrillia est la Secrétaire Exécutive de la Mairie de Grand-Popo et présidente du groupe de réflexion. Elle a déclaré, « Les échanges ont été très enrichissants. Nous avons maintenant une meilleure vision des actions à mener pour pérenniser ces groupes au-delà du projet Benkadi. » Un questionnaire a été également distribué pour identifier les cadres de dialogue existants et explorer les perspectives de synergies.

Pérennisation des Groupes de Réflexion à Athiémé et Grand-Popo

Suite à la séance de travail des 26 et 27 septembre 2024 sur l'appropriation des actes de formalisation des Groupes de Réflexion, l'ONG JVE Bénin a poursuivi ses efforts pour dynamiser et renforcer la durabilité de ces groupes dans le cadre du projet BENKADI, Alors que la fin du projet est prévue pour 2025, la pérennité des Groupes de Réflexion s'impose comme un enjeu majeur.

Dans ce contexte, JVE Bénin a organisé un atelier multiacteur les 02 octobre 2024 à Grand-Popo et 03 octobre 2024 à Athiémé pour discuter des stratégies de dynamisation et de pérennisation des comités de réflexion mis en place par le programme dans les communes d'intervention.



Atelier multi acteurs Athémé

À Grand-Popo, l'atelier a réuni divers acteurs, incluant les autorités communales, les cadres techniques de la mairie, des organisations de la société civile, des services déconcentrés de l'État et des représentants des cadres de dialogue locaux. Les échanges ont permis de réaliser une analyse SWOT des Groupes de Réflexion, mettant en évidence leur capacité à influencer les politiques locales. Un nouvel arrêté a été proposé pour renforcer l'existence et l'action du Groupe de Réflexion. Les discussions ont également porté sur l'autonomie du groupe et son intégration dans des cadres de dialogue plus larges, ainsi que sur l'importance de la synergie avec la plateforme de réduction des risques de catastrophes.

« Les Groupes de Réflexion, tels que définis dans les arrêtés, ont montré leur potentiel à influencer nos décisions locales. Avec ces ajustements, nous pouvons réellement consolider leur rôle dans la gouvernance climatique de la commune. » a

souligné *Justin FANOUKPE*, point focal de la plateforme de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique.

À Athiémé, l'atelier a réuni un groupe similaire d'acteurs locaux. Un nouveau nom a été attribué au Groupe de Réflexion : Comité communal sur l'adaptation aux changements climatiques dans la commune d'Athiémé (CCACC-Athiémé), symbolisant son évolution et son nouveau rôle au sein de la communauté locale. Il a été décidé d'élargir la composition du groupe pour assurer une plus grande représentativité et une participation accrue dans les décisions locales. Les participants ont convenu de la nécessité de formaliser ces décisions dans un nouvel arrêté adapté aux besoins locaux et ont décidé que le CCACC-Athiémé travaillerait en synergie avec les autres cadres de dialogue existants au niveau local.

Marie TOFFA a déclaré que le fait d'inclure davantage d'acteurs locaux va vraiment renforcer notre crédibilité et notre impact dans la commune. Cela montre que le Groupe de Réflexion ne se limite pas au projet, mais devient une véritable structure de gouvernance participative.

Ces ateliers multi acteurs ont permis de poser des bases solides pour la pérennité des Groupes de Réflexion mis en place dans le cadre du projet BENKADI. En plus de proposer des ajustements aux arrêtés existants, les discussions ont mis en lumière l'importance des synergies avec d'autres cadres de dialogue et de la fusion avec des structures existantes comme la plateforme de réduction des risques de catastrophes.

En conclusion, grâce à l'implication et à la diversité des participants, des solutions concrètes ont été proposées pour assurer l'ancrage durable des groupes dans la gouvernance locale après la fin du projet. Ces ateliers ont permis d'élaborer des stratégies visant à garantir la continuité et l'efficacité des Groupes de Réflexion au-delà de la fin du projet BENKADI en 2025, en renforçant leur rôle dans la

gouvernance climatique locale et en assurant leur intégration dans les structures de prise de décision existantes.

Megan Valère SOSSOU

Benkadi au Bénin: l'ONG SOS Savane œuvre pour la durabilité des groupes de réflexion à Karimama et Malanville

Dans le cadre de ses actions pour renforcer la gouvernance participative face aux changements climatiques, l'ONG SOS Savane à travers le projet BENKADI a organisé une série d'activité en vue de garantir la durabilité des groupes de réflexion multi-acteurs dans les communes de Malanville et de Karimama.



Déroulement de l'atelier avec le cadre de concertation sur le changement climatique de la commune de Karimama

L'objectif de l'initiative est d'intégrer divers acteurs, notamment non étatiques, dans les processus de décision locale afin de promouvoir des actions de plaidoyer autour des questions climatiques et du développement durable.

Pour y arriver plusieurs actions ont été mises en œuvre. Il s'agit de l'appropriation des actes de formalisation des groupes, de l'analyse diagnostique de la prise de décision participative, et enfin de l'analyse prospective sur l'avenir des groupes de réflexion.

Dans un premier temps, une série de rencontres a été organisée avec des partenaires locaux pour analyser et renforcer la structure des groupes de réflexion déjà établis. Ces échanges ont permis de dresser un bilan des points forts et des défis à relever pour pérenniser leur fonctionnement. Une enquête a ensuite été réalisée dans ces communes pour identifier les

cadres de concertation existants, évaluer leur efficacité et proposer des améliorations.

Dynamisation des groupes de réflexion à Malanville et Karimama

Les résultats de cette enquête ont révélé une meilleure coordination entre les acteurs locaux, et la nécessité d'un cadre formel de réflexion sur les changements climatiques, notamment dans la commune de Malanville. Il a été recommandé de clarifier les modalités de financement de ces groupes et d'organiser des ateliers réguliers pour garantir leur bon fonctionnement à long terme.

L'analyse des données recueillies souligne que, pour assurer une gestion efficace des questions climatiques à l'échelle locale, un mécanisme de financement durable et un soutien institutionnel sont indispensables. Cette initiative, bien que confrontée à certaines difficultés logistiques, marque une étape clé dans la promotion d'une gouvernance locale plus inclusive et résiliente face aux défis climatiques.

Pour rappel, ces actions résultent des recommandations de l'atelier bilan d'août 2024 qui avait été organisé pour évaluer les activités réalisées par les partenaires de mise en œuvre (PMO) et la prise en compte du genre dans le processus.

Megan Valère SOSSOU

**Propriété Intellectuelle:
Elisée FADE reçoit le brevet**

d'invention de sa table de réanimation

Le 31 janvier 2024, [l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle](#) (OAPI) a décerné un brevet d'invention à Elisée FADE pour sa table de réanimation destinée aux nouveau-nés et aux nourrissons. Cette invention qui promet de révolutionner la prise en charge des nouveau-nés en milieu hospitalier a été brevetée officiellement. Une annonce publiée dans le bulletin de la propriété industrielle de l'OAPI le 10 mai 2024.



Table de réanimation destinée aux nouveau-nés et aux nourrissons

La table de réanimation développée par Elisée FADE se distingue par sa capacité à offrir une thermorégulation

uniforme sur toute la surface du matelas, assurant ainsi un environnement sécurisé et adapté aux besoins des soins de développement des nouveau-nés. Selon le fascicule du brevet, ce dispositif permet de maintenir la température idéale pour les bébés, prévenant ainsi des situations d'hypothermie qui représentent un danger important pour les prématurés.

L'OAPI, après une analyse approfondie de l'invention, souligne que cet équipement médical contribue à réduire le taux de mortalité des nouveau-nés en minimisant les risques d'asphyxie néonatale et en évitant les conséquences neurologiques graves. Cette table de réanimation, conçue pour les centres de santé, se distingue également par son coût abordable et son accessibilité, deux facteurs essentiels pour améliorer la qualité des soins dans les régions aux ressources limitées. En plus de garantir une prise en charge rapide et efficace, elle permet aux établissements de santé de s'équiper en matériel performant à moindre coût.

Conçu et fabriqué par UP ELEC, une entreprise spécialisée dans les équipements médicaux basée à Djougou, avec une annexe à Hèvié, ce dispositif témoigne du génie d'Elisée FADE, technicien en électricité, maintenance industrielle et biomédicale. UP ELEC, sous la direction de FADE, poursuit son objectif de développer des technologies de pointe adaptées aux besoins de santé de l'Afrique.

Pour toute information supplémentaire ou pour acquérir cette innovation, UP ELEC est joignable au (+229) 90 55 27 51 (WhatsApp) ou par e-mail à info.upelec@gmail.com.

Avec cette invention, Elisée FADE contribue à placer le Bénin sur la carte de l'innovation technologique et médicale en Afrique, apportant une solution concrète aux défis de la santé néonatale dans le contexte africain.



Description de la table de réanimation pour les nouveau-nés et pour nourrissons

Le dispositif démontable, comprend un élément de réception définissant une surface de couchage (3), ledit élément de support est monté sur la surface de couchage adjacente à l'extrémité ou au bord arrière dudit élément de couchage. Le dispositif est équipé d'un microprocesseur servant à contrôler le système de température et la gestion d'un fonctionnement automatique.

Megan Valère SOSSOU

4e édition du Forum Africain des Villes Durables: Brice Delagneau dévoile les ambitions et les innovations

*Dans le cadre de la préparation de la 4e édition du Forum Africain des Villes Durables (FORAVID), le commissaire général, Brice Delagneau, a animé une conférence de presse ce dimanche 06 octobre 2024 pour partager les tenants et aboutissants de ce grand événement avec les médias. Ce forum, qui se tiendra les 9 et 10 octobre 2024 à l'espace CRRAE UMOA à Abidjan, réunira des acteurs majeurs du développement local et du secteur privé sous le thème « **Accélérer le développement de l'économie locale dans les collectivités** ».*



Brice Delagneau, Commissaire Général du FORAVID 2024

Initié en 2019 par l'ONG AMISTAD et l'Agence Afrique Green Side, le Forum Africain des Villes Durables se positionne comme une plateforme de dialogue, de réseautage et de collaboration pour les acteurs du développement durable. Brice Delagneau a rappelé les enjeux de ce rendez-vous qui réunit des autorités territoriales, des chefs d'entreprises, des

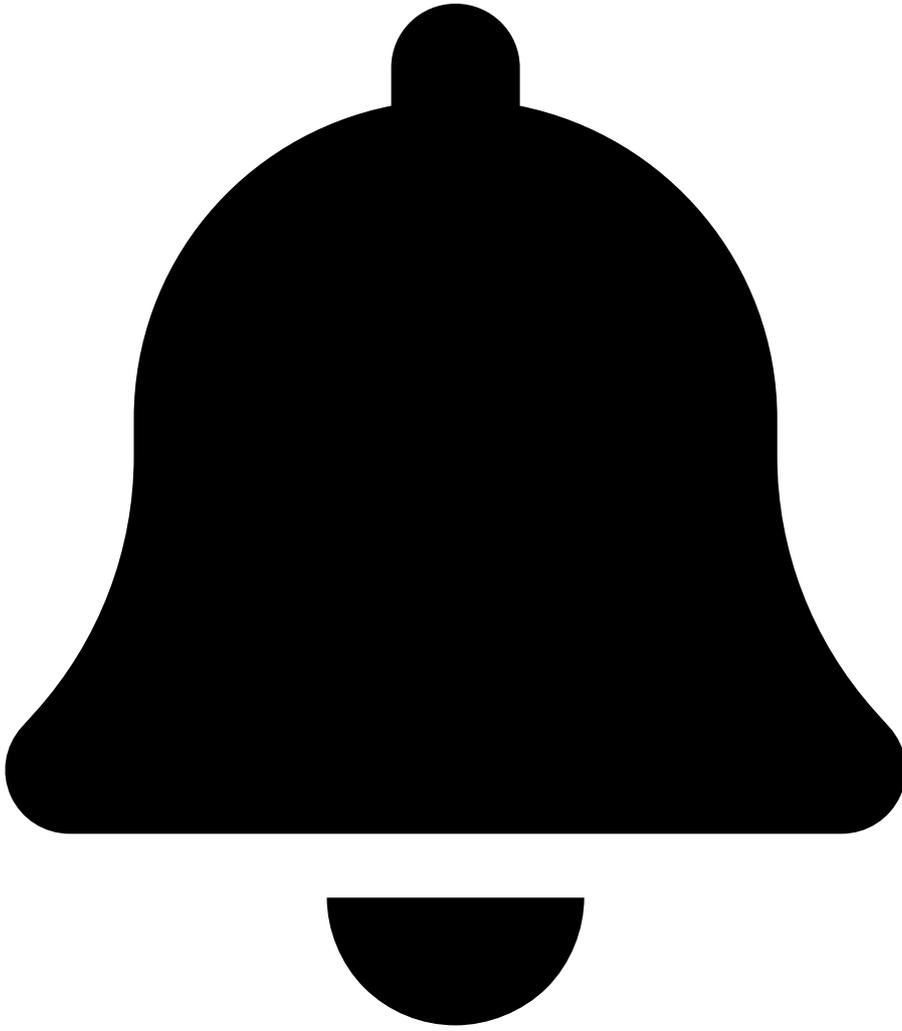
partenaires financiers, ainsi que des cabinets de conseil et des médias. Son objectif est d'accélérer le développement économique, social, culturel et environnemental des territoires africains de manière durable et inclusive.

Cette 4e édition du FORAVID ambitionne de mettre en place des mécanismes concrets pour soutenir les économies locales et favoriser des collaborations efficaces. Delagneau a souligné que l'accent sera mis sur la promotion des financements pour les collectivités territoriales, ainsi que sur la valorisation des secteurs économiques porteurs. En effet, ce forum créera également un cadre propice à la rencontre entre les partenaires techniques et financiers et les fournisseurs de solutions innovantes, afin de répondre aux besoins spécifiques des villes africaines. *« Cette année, la présence de l'Afrique du Sud, pays invité d'honneur, apportera une expertise précieuse dans la gestion durable des villes et la mise en œuvre de politiques environnementales audacieuses »*, a déclaré Delagneau

Reconnaissance du mérite des acteurs engagés dans le développement local

Le commissaire général a également annoncé que 35 prix seront décernés lors de cette édition pour récompenser les acteurs engagés dans le développement local. Parmi ces distinctions, on compte 28 prix pour l'innovation, 3 prix spéciaux, 3 prix d'honneur et un Super Prix qui viendra couronner l'initiative la plus remarquable.

En conclusion, Brice Delagneau a réaffirmé l'ambition du FORAVID de devenir une plateforme de référence pour la promotion des pratiques innovantes et durables au sein des collectivités africaines. Ce forum représente une opportunité unique pour les villes africaines de partager leurs expériences, d'attirer des investissements et de trouver des solutions concrètes aux défis économiques et environnementaux auxquels elles sont confrontées.



Un soutien de taille

Rappelons que le forum est organisé sous l'égide de l'UNESCO et avec le soutien d'importants dirigeants régionaux, tels que Monsieur Oumar Ba, Président du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA et de l'Association des Maires du Sénégal, ainsi que de hauts représentants des ministères du Tourisme et des Loisirs, et de la Transition numérique et de la Digitalisation. Il est également parrainé par Monsieur Souleymane Diarrassouba, Ministre du Commerce et de l'Industrie, et bénéficie de l'assistance technique de l'équipe de Monsieur Yapi Fidèle, Directeur Général de la Décentralisation et du Développement Local.

Megan Valère SOSSOU

Benkadi au Bénin : L'ODDB œuvre pour la durabilité des groupes de réflexion à Za-Kpota

Du 26 au 30 septembre 2024, l'ONG ODDB a organisé une séance de visites pour enquêter sur les cadres de dialogue et les actions de plaidoyer dans la commune de Za-Kpota. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du projet Benkadi au Bénin, visait à assurer le bon fonctionnement et la durabilité d'un groupe de réflexion multi-acteurs mis en place par le projet Benkadi.



Vue d'ensemble des participants

Plusieurs cadres de dialogue et de concertation ont participé à cette activité. Les échanges ont permis de mieux comprendre leur fonctionnement, les thématiques abordées, leur impact en matière de plaidoyer, ainsi que leurs limites. Pour Alfred OGA, en amont à cette séance, une enquête avait déjà été menée pour identifier tous les cadres de concertation formels et informels existants dans la commune. Les données recueillies seront traitées et analysées en vue de proposer des mesures de durabilité des groupes de réflexion.

Pour André Sanhouékoa, responsable du développement local et de la planification à la mairie de Za-Kpota, cette initiative est une occasion de faire le point sur les actions menées par les organisations de la société civile. « Le comité de réflexion mis en place avait pour objectif d'intégrer les actions climatiques dans le Programme de Développement Communal. Aujourd'hui, nous envisageons de l'élargir afin

d'apporter plus de ressources et d'expertise pour accompagner la commune dans ses efforts d'adaptation aux changements climatiques », a-t-il déclaré.

Les participants à l'activité ont rempli des fiches d'enquête détaillant les objectifs, les activités, le fonctionnement, les actions de plaidoyer menées par les cadres de concertation existants dans la commune. Cette analyse des organisations locales contribuera efficacement à la réflexion en cours.

Simon Agbéva, membre très actif du cadre de concertation des acteurs de l'éducation, a salué cette initiative, qu'il juge essentielle pour le développement de la commune de Za-Kpota. « Il est urgent de se réunir pour trouver des solutions adaptées aux défis climatiques », a-t-il affirmé.

Ruffine Dagbénonbakin, agent à la mairie et point focal Genre, a souligné l'importance d'intégrer l'approche genre dans toutes les planifications.

Basile Adimale, 2ème adjoint au maire de Za-Kpota, a conclu en exprimant sa conviction que cette initiative permettra de revitaliser les différents cadres de dialogue et de les rendre véritablement opérationnels pour une meilleure prise en charge des enjeux climatiques locaux.

Cette activité a contribué au renforcement du cadre de concertation multi-acteurs, qui accompagne la mise en œuvre des initiatives d'AbE du PDC4 de la commune de Za-Kpota, et qui inclut la gouvernance participative des initiatives de développement durable avec un focus sur les changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Les énergies renouvelables créent des emplois au Bénin

Le changement climatique constitue une menace croissante pour ce pays d'Afrique de l'Ouest, mais la transition vers les énergies renouvelables offre une opportunité de stimuler la croissance de l'emploi.



Setonde et son équipe au travail

Dans la localité d'Ouèssè, une commune isolée du Bénin, un homme d'une vingtaine d'années exploite les énergies

renouvelables pour créer des emplois et résoudre un gros problème.

Dieudonné Mahuwêna Setonde travaillait comme technicien en installation électrique dans les zones rurales de ce pays d'Afrique de l'Ouest lorsqu'il a constaté que de nombreux ménages de sa localité n'avaient pas accès au réseau électrique conventionnel, ce qui rendait difficile l'utilisation des téléphones portables, de la télévision et d'Internet.

Pour relever ces défis, Setonde a fondé Technology for Environmental Protection Africa, également connue sous le nom de [TEP AFRICA TECH](#) , une entreprise dédiée à la promotion des énergies renouvelables et à l'amélioration de l'efficacité énergétique des ménages, en particulier dans les zones rurales.

Il compte aujourd'hui 16 techniciens qui aident la communauté à accéder à une énergie propre et durable. Lui et son équipe ont formé plus de 200 jeunes à travers divers ateliers et programmes de renforcement des capacités.

« Grâce aux partenariats avec des projets nationaux et internationaux comme [SWEED Bénin](#) et [Plan International Bénin](#) , les jeunes que nous avons formés sont aujourd'hui des professionnels qualifiés dans le domaine des énergies renouvelables avec des stages et des opportunités d'emploi », a déclaré Setonde en français.

La demande d'emplois verts augmente au Bénin



*Des élèves découvrent l'installation d'énergie solaire.
(Crédit photo : Megan Valère SOSSOU)*

La forte croissance de la dernière décennie a permis au Bénin de réduire la pauvreté grâce à des projets durables, notamment la création d'emplois verts, selon [le récent Rapport sur le climat et le développement](#) publié par la Banque mondiale.

Au Bénin, il existe une forte demande de techniciens et d'ingénieurs spécialisés dans le photovoltaïque, la réparation et la maintenance électrique, ainsi que l'installation et la maintenance de biodigesteurs pour la production de biogaz.

Selon un [rapport](#) sur l'impact des énergies renouvelables sur l'emploi, publié par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (AIER) en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 320 000 personnes travaillent dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique. Ce chiffre représente 2,34 % de l'emploi mondial dans ce secteur.

Face aux défis climatiques et énergétiques, Christian Hounkannou, coordinateur Afrique francophone de [350Africa.org](#), estime que l'Afrique doit investir dans les énergies renouvelables. Il encourage les jeunes à s'impliquer pour apporter des solutions aux communautés en quête d'énergie durable et souligne le rôle crucial de l'État dans le soutien

des organisations engagées.

Le Projet Inclusion des Jeunes, initié par le gouvernement béninois et soutenu par la Banque mondiale, forme plus de 500 jeunes aux métiers des énergies renouvelables. En partenariat avec [AdMec](#), une entreprise spécialisée dans l'énergie solaire, ces jeunes acquièrent des compétences en montage, entretien et réparation de lampadaires LED et solaires. Ce projet vise à former et intégrer 1 000 jeunes dans le secteur des énergies renouvelables d'ici 2025, dans le cadre de l'initiative [Azôli](#), la voie d'accès à l'emploi en fon, l'une des langues nationales du Bénin.

Le programme Azôli est une initiative spéciale conçue par le gouvernement béninois pour réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes au Bénin en facilitant l'accès aux stages de formation en entreprise.

Dieudonné Mahuwêna Setonde au travail. (Crédit photo : Megan Valère SOSSOU)

« A terme, 200 jeunes auront un contrat d'embauche direct avec AdMec qui propose une formation gratuite », a indiqué Marcel Adjahouisso, responsable de l'antenne atlantique de l'Agence nationale de promotion de l'emploi.

Mathieu Dènon, bénéficiaire du programme, était auparavant vendeur d'essence non raffinée introduite en contrebande du Nigéria au Bénin. Aujourd'hui, il aide les ménages de son village à acheter et installer des panneaux solaires.

En juin 2024, l'agence a recruté 1 000 jeunes supplémentaires pour la formation et l'insertion professionnelle. Par ailleurs, l'agence, à travers l'initiative Azôli, a signé une convention de partenariat avec l'[Académie de l'Ecole Supérieure des Métiers des Energies Renouvelables](#) de la commune d'Allada pour la formation et l'insertion professionnelle de 1 000 jeunes aux métiers des énergies renouvelables.

Incitations gouvernementales

Le [gouvernement béninois](#) a instauré en 2020 une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les importations de panneaux solaires. Cette exonération s'applique à l'importation de matériels, équipements et accessoires d'installation destinés à la production d'énergie photovoltaïque et solaire thermique.

L'exonération fiscale des produits contribuant à la production d'énergie solaire a eu des effets significatifs sur l'économie béninoise, notamment en termes de création d'emplois. Selon un [rapport du ministère de l'Economie et des Finances](#), cette mesure a entraîné une augmentation de 9,95 % des importations de ces produits, un chiffre nettement supérieur à celui des produits d'énergie électrique à combustible fossile, qui n'ont augmenté que de 0,66 %.

Les bénéfices de la vente d'équipements photovoltaïques ont grimpé en flèche, en étant multipliés par cinq, selon le même rapport. De plus, l'exonération fiscale a permis aux entreprises de doubler leur base de clients et de partenaires, ce qui a conduit à l'expansion des points de vente et à l'amélioration des services après-vente dans tout le pays.

Enock Missi Hounhoui, président de l' [Association béninoise de l'énergie](#), a déclaré que le Bénin a fait preuve d'une volonté de miser sur les énergies renouvelables comme levier de création d'emplois. Il a ajouté que la fabrication d'équipements tels que les panneaux solaires, les éoliennes et les biodigesteurs, ainsi que l'ingénierie et les services associés, sont des domaines qui attirent l'attention des jeunes.

Des défis demeurent

Bien que des progrès aient été réalisés dans le domaine des énergies renouvelables, ils ne suffisent pas à atteindre toutes les populations rurales et à réduire significativement

le nombre de jeunes chômeurs.

L'adoption des énergies renouvelables et la promotion de la création d'emplois verts peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre le changement climatique tout en favorisant le développement économique et social du continent. Cependant, pour relever efficacement ce défi, les décideurs politiques doivent veiller à la mise en œuvre de meilleures politiques de réglementation et d'accès au marché, a déclaré Setonde.

Megan Valère SOSSOU

SoPharma annonce le lancement au Maroc de la célèbre gamme coréenne de produits de beauté Erborian

SoPharma est fier d'annoncer le lancement de la gamme de produits cosmétiques Erborian au Maroc, une ligne qui marie l'héritage coréen séculaire en matière de beauté aux exigences des consommateurs les plus modernes. Connue pour ses formules hybrides alliant maquillage et soin, Erborian s'inscrit dans une démarche de qualité, d'innovation et de sécurité des ingrédients.



Avec un engagement fort envers des formulations « Safe & Conscious », Erborian s'efforce de donner le meilleur du soin à la peau, tout en respectant les normes les plus strictes de la réglementation européenne.

S'exprimant à ce propos, Ismail Cheikh Lahlou, Directeur Général de SoPharma, a déclaré : « *Nous sommes fiers de lancer la célèbre gamme de produits Erborian au Maroc. Erborian se distingue par une approche unique en cosmétique : chaque ingrédient, qu'il soit d'origine naturelle ou synthétique, est minutieusement sélectionné pour son efficacité et sa sécurité. En devenant le distributeur exclusif de la marque Erborian au Maroc, SoPharma permet de faire découvrir l'art de la fusion beauté-coréenne à travers des soins dermo-cosmétiques innovants.* »

Les produits Erborian puisent leur force dans des ingrédients iconiques de la tradition coréenne, tels que la Centella Asiatica, le Ginseng, le Bambou ou encore le Yuza, reconnus

pour leurs bienfaits sur l'éclat et la régénération de la peau. Erborian s'engage dans une démarche d'amélioration continue de ses formules. Le laboratoire Qualité de la marque teste et intègre constamment des ingrédients de nouvelle génération pour améliorer l'expérience utilisateur tout en réduisant l'impact environnemental.

Avec le lancement d'Erborian, SoPharma confirme son rôle de pionnier dans le domaine de la Santé et Bien-être au Maroc, apportant de surcroît des solutions de beauté inspirées des rituels coréens pour les consommateurs marocains soucieux de leur peau et de leur bien-être.

Les produits Erborian sont d'ores et déjà disponibles à la vente en pharmacies, parapharmacies, et auprès de tous les revendeurs Skincare partenaires agréés de SoPharma.

A noter que SoPharma est une entreprise marocaine agissant dans la santé et le bien-être, fondée en 2022 qui a pour mission de mettre à disposition les solutions de santé les plus innovantes au plus grand nombre. L'ADN de SoPharma repose sur 3 piliers : People, Health, Innovation – l'humain, étant au cœur de sa stratégie.

Rappelons pour finir que depuis sa création en 2007, Erborian (« Herbes d'Orient ») pour objectif de prendre soin de la peau des consommateurs en les aidant à redécouvrir leur peau ! Peut-être décrocher un sourire devant le miroir et impacter positivement leur estime d'eux-mêmes... Pour cela, la marque développe des produits efficaces qui amènent à la peau tout ce dont elle a besoin pour que son plein potentiel se révèle.

En 2009, Erborian lance la première BB Crème (BB pour « BlemishBalm Cream » : baume anti-imperfections) en Europe en adaptant le succès de la BB Crème asiatique au marché des femmes occidentales avec une crème plus légère et moins couvrante que la version asiatique.

Erborian est distribué dans plus de 80 pays dans le monde.

Fin de la visite officielle de la Directrice Exécutive de l'ONUSIDA au Bénin : Madame Winnie Byanyima satisfaite des efforts fournis au niveau national

La Directrice Exécutive du Programme commun des Nations unies contre le VIH/SIDA (ONUSIDA), Madame Winnie Byanyima, a clôturé sa visite officielle de cinq jours au Bénin, le 13 septembre 2024. S'inscrivant dans le cadre du projet de partenariat avec Expertise France, qui marque un tournant décisif dans le renforcement des efforts de l'ONUSIDA pour éradiquer le VIH/SIDA dans la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre, Madame Winnie Byanyima a achevé sa mission au Bénin sur une note de satisfaction au regard des efforts fournis par le Bénin pour endiguer cette pandémie.



« Le Bénin a accompli des progrès considérables dans la lutte contre le VIH SIDA. En 14 ans, les nouvelles infections et les décès ont été réduits de moitié, et de nombreuses personnes ont désormais accès à des traitements », s'est réjouie Madame Winnie Byanyima. Elle a par néanmoins souligné les efforts à faire en ce qui concerne la réforme législative, la réduction de la stigmatisation et de la discrimination dans les établissements de soins de santé et l'autonomisation des initiatives menées par les communautés en vue de résultats encore plus probants. La Directrice Exécutive de l'ONUSIDA a par ailleurs félicité le Président Patrice Talon pour avoir été l'un des premiers chefs d'Etat à signer l'initiative Education Plus. C'est une campagne soutenue par les nations Unies, dont l'objectif est de réduire la vulnérabilité des adolescentes au VIH en Afrique subsaharienne, y compris au Bénin. Le chef de l'Etat s'est notamment engagé à œuvrer au maintien des filles à l'école et à l'augmentation du financement public dans la lutte contre le VIH SIDA au Bénin.

Au cours de sa mission, la Directrice Exécutive de l'ONUSIDA a également rencontré plusieurs acteurs et structures de la lutte contre le VIH SIDA au Bénin entre autres : les ministères sectoriels, l'Institut national de la femme, l'ONG Racines, le président de l'Assemblée nationale, le Caucus des femmes parlementaires et la Fondation Claudine Talon. Madame Winnie Byanyima qui était accompagnée d'une délégation d'Expertise France, a insisté sur l'importance du projet de réponse communautaire à la stigmatisation, la discrimination et la réforme juridique en Afrique de l'Ouest et du Centre. Financé à hauteur de 1.921.520 € pour la phase pilote, ce projet mis en œuvre avec Expertise France vise à améliorer les réponses juridiques et sociales face au VIH dans six pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre : le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la République Centrafricaine, le Sénégal et le Togo. Il met l'accent sur l'accès aux traitements, la prévention et la sensibilisation au niveau communautaire.

« La priorité si nous voulons atteindre nos objectifs de 2030, reste le VIH pédiatrique, et l'ONUSIDA soutiendra tous les efforts du Benin pour augmenter la couverture du traitement pour les enfants qui n'est que de 36% actuellement », a déclaré Madame Winnie Byanyima.

Le Bénin renforce son système satellitaire à travers

↳ EUMETSAT

Du 16 au 20 septembre 2024, Cotonou accueille le 16ème Forum des Usagers de l'Organisation Européenne pour l'Exploitation de Satellites Météorologiques en Afrique (EUMETSAT). Cet événement, qui se tient au Palais des Congrès, réunit plus de 150 participants issus de 52 pays, dont 7 pays européens, tous utilisateurs de données satellitaires pour améliorer la qualité des informations météorologiques fournies à la communauté.



L'ouverture officielle a été présidée par M. José TONATO, Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable (MCVT). Le ministre a exprimé sa gratitude envers les acteurs ayant contribué à l'organisation de ce forum et salué le choix du Bénin comme hôte de cette rencontre internationale dédiée à l'amélioration de la résilience climatique. Il a également rappelé les efforts entrepris par le gouvernement béninois pour renforcer le système météorologique national, notamment à travers la

densification et la modernisation du réseau d'observation météorologique, avec des stations synoptiques et agro-météorologiques plus performantes.

Selon le ministre TONATO, ce forum est une occasion de présenter les réalisations du Bénin en matière de villes durables et de lutte contre les effets du changement climatique. Il a souligné l'importance de maîtriser les données météorologiques dans cette lutte : « Le contrôle des données météorologiques est une dimension essentielle dans cette lutte pour maîtriser les jeux, pour contrôler les effets du changement climatique », a-t-il affirmé. Il a également exprimé son espoir de voir des résultats à la hauteur des attentes à l'issue de ce forum.

Parmi les innovations saluées, M. TONATO a mentionné l'installation prochaine de la nouvelle station PUMA au Bénin, grâce au satellite géostationnaire METEOSAT de Troisième Génération, qui sera présenté lors du forum. Cette station permettra de traiter les données satellitaires de manière plus efficace.

Pour M. Didier KAKPA, Directeur Général de Météo Bénin, cette rencontre est cruciale dans un contexte de changement climatique où les données fiables sont indispensables. Il a souligné l'importance de l'EUMETSAT en tant que solution pour pallier le manque de données météorologiques des stations classiques et accompagner les services hydrométéorologiques dans l'amélioration du réseau d'observation et de la production d'informations climatiques.

De son côté, M. Sédiko DOUKA, Commissaire pour l'Infrastructure, l'Énergie et la Digitalisation de la CEDEAO, a mis en avant le rôle des avancées technologiques pour assurer la sécurité et la résilience face au changement climatique. Quant à M. Tidiane OUATTARA, Président du Conseil de l'Agence Spatiale Africaine, il a assuré du soutien total de l'Agence dans la mise en œuvre des résolutions qui

découleront de ce forum.

L'EUMETSAT joue un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique en fournissant aux services météorologiques des outils et des données essentiels pour comprendre les impacts climatiques et élaborer des stratégies d'adaptation. À la fin du forum, une déclaration d'engagement a été signée entre les différentes parties prenantes, incluant le gouvernement béninois, le Réseau d'Observation, l'Organisation Mondiale de la Météorologie, la CEDEAO et les partenaires financiers.

Parmi les participants notables figurent M. Phil Evans, Directeur Général de l'EUMETSAT, et M. Joel Neubert, Chef de Coopération à la Délégation de l'Union Européenne au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Promotion de l'énergie renouvelable : Des jeunes activistes visitent la plus grande centrale solaire du Bénin

Le vendredi 20 septembre 2024, une vingtaine de jeunes activistes béninois ont participé à une sortie pédagogique à la plus grande centrale solaire du Bénin, organisée par le Renewable Energy Coalition Benin (REC Bénin) et Power Afrika, avec le soutien de 350.org. Une initiative visant à faire découvrir la centrale solaire aux jeunes engagés pour la

promotion des énergies renouvelables au Bénin.



Visite sur la centrale solaire de Pobè

La journée a commencé tôt à Abomey-Calavi, où le bus réservé pour l'occasion, a pris la route vers Pobè, avec des arrêts à Cotonou et Porto-Novo pour récupérer d'autres participants. Dans une ambiance conviviale, les activistes ont parcouru les 130 kilomètres séparant Cotonou d'Illoulofin, un village dans la commune de Pobè où se trouve la centrale solaire.

Dès leur arrivée, les jeunes ont pu observer cette gigantesque installation solaire, qui s'étend sur 26 hectares. Construite par RMT Eiffage, la centrale est exploitée depuis plus de deux ans par la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE). Elle représente un symbole important dans la transition énergétique du pays. Les visiteurs, guidés par Esias Mérit Degan, chef de la centrale, et son équipe, ont découvert les coulisses de cette installation qui produit 25 mégawatts-heures (MWh) d'électricité, et qui a injecté plus de 70 gigawatts-heures (GWh) dans le réseau national depuis sa mise en service.

Le champ de panneaux solaires s'étend à perte de vue. Plus de 47 000 modules de 530 Wc sont répartis en six postes de transformation. Selon un ingénieur sur place, chaque série de modules génère 1 500 volts en courant continu, convertis ensuite en 800 volts de courant alternatif, puis augmentés à 20 000 volts avant d'être injectés dans le réseau national. La puissance produite est ensuite transportée vers les ménages à travers la Communauté Électrique du Bénin (CEB).

En outre, Mérit Degan a révélé que des projets d'extension sont déjà en cours, avec la construction de deux nouvelles centrales de 25 MWh chacune, portant ainsi la capacité totale à 75 MWh. Ces nouveaux projets couvrent une superficie de 96 hectares, déjà clôturée. Malgré cette avancée, un défi majeur subsiste : l'absence de systèmes de stockage d'énergie, ce qui limite la production aux seules heures ensoleillées.

L'impact environnemental de cette centrale est également remarquable. Sa production devrait permettre de réduire les émissions de CO₂ du Bénin de 575 000 tonnes sur 25 ans, soit environ 23 000 tonnes par an. Financé à hauteur de 39,7 milliards de francs CFA par l'État béninois, avec le soutien de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement.

Une grande avancée pour le Bénin qui vient de loin dans sa

quête de combler le déficit d'énergie. En effet, raconte Christian HOUNKANNOU, coordonnateur Afrique Francophone de l'organisation 350.org, en 2017, la biomasse représentait 58% de l'énergie primaire utilisée, suivie de 37% d'importations d'hydrocarbures comme le charbon et le gaz utilisés dans les centrales thermiques.

L'année suivante, poursuit-il, soit en 2018, les importations du Ghana et Nigeria ont permis au Bénin d'avoir un taux d'accès à l'électricité de 33,2%. Ces chiffres relativement faibles indiquent un réel problème d'accès pour les communautés rurales car le peu de capacité servait à alimenter les villes.

Mais aujourd'hui, la centrale solaire de Pobè constitue une bonne option pour diversifier les sources d'énergies en limitant la pression sur la biomasse énergie, et une opportunité pour le Bénin de faire face à la crise climatique et apporter de l'énergie à faible coût aux communautés rurales a-t-il déclaré sur un air de satisfaction.

L'appel de Anas SEKO, Coordonnateur du Renewable Energy on Coalition Bénin REC Bénin, va non seulement à l'endroit du gouvernement du Bénin à poursuivre et à augmenter son ambition de développement des énergies renouvelables mais aussi aux institutions comme la Banque Africaine de Développement à soutenir le développement des énergies 100 % renouvelables.

À l'issue de la visite, les jeunes activistes sont repartis mieux informés et encore plus motivés à promouvoir l'énergie renouvelable dans leurs communautés respectives. Au cours de leur déplacement des plaines d'Abomey-Calavi et de Cotonou au plateau de Pobè en passant par la vallée de l'Ouémé, rien n'a émoussé l'ardeur de ces jeunes à découvrir la plus grande centrale solaire et ses avantages pour le pays.

Megan Valère SOSSOU

Amnesty International Bénin lance une campagne nationale pour le droit à la santé

Amnesty International Bénin a lancé ce vendredi 20 septembre 2024, une campagne nationale pour promouvoir le droit à la santé pour tous au Bénin. La cérémonie officielle de lancement s'est tenue à Cotonou, en présence d'acteurs du secteur de la santé, de la société civile, des médias et de nombreux autres acteurs. L'initiative, motivée par les nombreuses plaintes recueillies par l'organisation, vise à sensibiliser la population sur leurs droits en matière de santé et à renforcer les mécanismes de recours en cas de violations.



Dieudonné Dagbeto, Directeur Exécutif de Amnesty International

Bénin

Pour Dieudonné Dagbeto, Directeur Exécutif de Amnesty International Bénin, la santé est un bien essentiel à la vie et au bien-être. Un droit fondamental indispensable à l'exercice des autres droits humains. C'est en lançant cette campagne, il espère qu'elle contribuera à assurer une bonne connaissance du droit à la santé au sein des populations et leur donner des informations sur les voies de recours et de dénonciations en cas de manquements. « Notre campagne portera sur la jouissance du droit à santé pour tous y compris les personnes privées de liberté. » a-t-il déclaré.

Soutien remarquable de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé

Représentant, le Président de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé, Habib OUITONA, a exprimé toute la satisfaction de l'ARS de savoir que les engagements pris au cours de l'atelier de mai à Grand-Popo sur la promotion du droit à la santé passe de projet à du concret. Il trouve en cette initiative un appui précieux à sa mission de veiller à la réalisation du droit à la santé pour tous par l'amélioration continue de l'offre et de la qualité des soins. Tout en félicitant Amnesty International Bénin, il a renouvelé le soutien de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé. C'est une action salvatrice qui a pour effet de faire de chaque usager et de chaque communauté, un véritable acteur de sa santé a-t-il laissé entendre.

Les objectifs et les grands axes de la campagne sur l'éducation aux droits à la santé ont été présentés par Éric-Orion BIAO, Coordonnateur Education aux Droits Humains à Amnesty International Bénin. Une campagne nationale qui sera suivie d'un plaidoyer institutionnel. La campagne vise à sensibiliser non seulement les usagers, mais aussi les professionnels de la santé, afin que les droits des patients soient mieux respectés dans les établissements de soins. Sur une durée de 16 mois, cette campagne permettra dans un premier

temps de sensibiliser la population et les professionnels de la santé sur les droits à la santé, puis lutter contre les violences obstétricales et gynécologiques et enfin améliorer les conditions sanitaires en milieu carcéral.



Panel d'échange

La cérémonie de lancement a été suivie d'un panel de discussions sur le thème : « Réalités et défis du droit à la santé au Bénin ». Parmi les intervenants figuraient des experts tels que le Dr Crespin Soglohoun, membre de l'Autorité de Régulation du Secteur de la Santé, Mme Célestine AMETEPE, Secrétaire Générale de la Plateforme Nationale des Usagers du Secteur de la Santé (PNUSS), et le Professeur Emmanuel SAMBIENI, consultant principal de l'étude sur l'accès au droit à la santé en milieu urbain et périurbain.

Pour les différents partenaires de mise en œuvre et les parties prenantes, cette campagne vient à point nommé. Ils ont exprimé leur engagement à s'impliquer dans la campagne pour sensibiliser les populations et les acteurs de la santé à observer les dispositions garantissant le droit de tous à la

santé au Bénin.

Rappelons qu'avant de lancer cette campagne, Amnesty International Bénin avait commandité une étude en 2023 pour évaluer l'accès au droit à la santé en milieu urbain et périurbain. Les résultats de cette étude ont mis en lumière des défaillances notables dans la jouissance de ce droit fondamental, notamment dans les centres de santé. Face à ces constats alarmants, l'organisation entend agir en informant et en mobilisant la population pour défendre ce droit essentiel.

Bien que le Bénin ait adhéré à plusieurs traités et accords garantissant le droit à la santé, sa mise en œuvre effective reste un défi. L'existence de ce droit dans les textes ne suffit pas. Il est impératif que tous les acteurs, y compris les citoyens, se mobilisent pour protéger et promouvoir ce droit.

Megan Valère SOSSOU

Biodiversité au Bénin : L'ODDB-ONG tend ses mains conservatrices à 876 tortues d'eau douce

Grâce à une opération conjointe des douanes et des défenseurs de la biodiversité, 876 tortues d'eau douce ont été arrachées des mains de trafiquants et réintroduites dans leur habitat naturel. L'ODDB-ONG, en première ligne de ce combat, dénonce un massacre écologique et appelle à une mobilisation accrue.



Le lundi 5 août 2024 fut un jour de salut pour des tortues d'eau douce aux mains des trafiquants. En effet, grâce à la vigilance et au professionnalisme des services de douane du poste frontalier juxtaposé de Sèmè-Kraké, des trafiquants en provenance du Nigeria, qui tentaient de faire passer une grande quantité de tortues entassées dans des sacs en tissu, ont été arrêtés. Au total, 876 tortues d'eau douce de différentes espèces et d'âges variés dont 32 mortalités sur place ont été dénombrées par les agents de la douane et les forestiers, notamment le point focal CITES.

À la suite de cette opération, plusieurs organisations engagées dans la défense de la biodiversité ont, aux côtés de la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasses, apporté leur contribution pour assurer la survie et le bien-être de ces espèces précieuses pour la diversité biologique.

Dans cette perspective, l'ODDB-ONG n'a pas ménagé son abnégation, son dévouement et son savoir-faire. Selon Chrystelle Dakpogan Houngbédji, Directrice Exécutive de ODDB ONG, une équipe est intervenue dans les différentes étapes de cette assistance salvatrice offerte à ces tortues d'eau douce. Il s'est agi, dans un premier temps, de l'identification des espèces de tortues. À cette étape, raconte-elle, quatre espèces de tortues d'eau douce ont été identifiées : *Pelomedusa subrufa*, *Pelusios castaneus*, *Pelusios niger* et *Pelusios adansonii*.

L'espèce *Pelusios adansonii* n'étant pas répertoriée au Bénin parmi ces quatre espèces, l'occasion a permis de prendre les mensurations des différents individus afin de créer une base de données des spécimens et individus de tortues objets de ce commerce illégal a-t-elle ajouté.

Une action de sauvetage synergique

Pour le point Focal national de CITES au Bénin, Ulysse Korogone, Conservateur de 2^e Classe des Eaux, Forêts et Chasses et Coordonnateur de l'équipe nationale de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, c'est une première saisie aussi importante d'animaux d'espèces vivantes. Afin de favoriser la suivie desdites espèces, ajoute-il travail un travail scientifique a été fait pour déterminer l'aire de relâcher tenant compte des besoins écologiques des espèces.

« C'est l'occasion de remercier l'ODDB ONG qui a vraiment accompagné la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasses dans ces discussions. Nous a aidés à établir cette cartographie bien sûr en discutant avec les autres partenaires » a-t-il déclaré.

Une démarche validée par les autres partenaires, experts, ONGs en particulier par la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasses avec son ministère de tutelle.

Ainsi, des relâchers d'individus de *Pelusios castaneus* ont été effectués au niveau de la zone marécageuse entre la forêt classée de Pahou et le Lac Toho.

À l'intérieur de la Réserve de Biosphère de la basse vallée de l'Ouémé, d'autres individus de *Pelusios castaneus* ont été relâchés dans la commune des Aguégus, tandis que les individus de *Pelusios niger* ont été libérés sur plusieurs sites au niveau de Médédjonou, à la frontière Bénin-Nigeria.

Il convient de noter que des séances de sensibilisation, conduites par l'Organisation pour le Développement Durable et

la Biodiversité (ODDB-ONG) et Benin Environment Education Society (BEES-ONG), ont précédé les différents relâchers dans la Réserve de Biosphère de la Basse Vallée de l'Ouémé. Certains individus de *Pelusios castaneus* ont été accueillis par le refuge animalier de la Vallée du Sitatunga, tandis que les individus de *Pelusios adansonii* et *Pelomedusa subrufa* ont été accueillis par le refuge de tortues aménagé pour la circonstance, en attendant leur libération très prochaine.

Un vibrant appel à la conservation des espèces au Bénin

Chrystelle Dakpogan Houngbédji, Directrice Exécutive de l'ODDB ONG condamne fermement ces actes de prélèvements abusifs des tortues dans leur milieu naturel, qualifiant ces pratiques d'ignobles et irrespectueuses envers la nature.

« Il s'agit principalement de juvéniles et de sub-adultes. Ces prélèvements massifs risquent de décimer toute une population, mettant en péril la survie de ces espèces », a-t-elle déclaré.

Elle n'a pas manqué également de saluer les efforts de la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse, ainsi que de la Direction de la Douane pour l'arrestation des trafiquants et la récupération des tortues. Elle appelle les acteurs de la société civile à redoubler d'ardeur dans les activités de sensibilisation, afin que les populations comprennent les enjeux et s'approprient la lutte contre les trafics illégaux d'espèces animales. *« Le contrôle doit être poursuivi, et les répressions multipliées. »* a-t-elle lancé à l'endroit des autorités.

Un avis partagé par le Coordonnateur de l'équipe nationale de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, point focal national de CITES au Bénin, selon qui des mesures sont en train d'être prises pour déterminer les connexions entre les trafiquants mis en cause et d'autres personnes au niveau du Nigéria.

Cependant, il soulève des défis majeurs dans la gestion de

cette opération. Il s'agit de la nécessité de mise en place d'un centre de sauvegarde d'animaux vivants, d'un mécanisme de financement destiné à cette mission, de la mise en place d'une autorité scientifique pour appuyer la Direction générale des Eaux, Forêts et chasses et des moyens roulants pour répondre à ces préoccupations.

Pour la survie des espèces, les coordonnées géographiques des sites de relâcher ont été prises afin de favoriser le monitoring des espèces relâchées en collaboration avec les acteurs à divers niveaux, rassure le point focal national de CITES au Bénin, Ulysse Korogone. Rappelons que cette action a été possible grâce au soutien du partenaire américain, [Born Free USA](#).

En dépit de ces victoires ponctuelles, la bataille pour la préservation des tortues d'eau douce et plus largement de la biodiversité au Bénin est loin d'être terminée. La vigilance et l'engagement de tous, des autorités aux citoyens, restent indispensables pour prévenir de nouvelles menaces. Face à ces défis, l'ODDB-ONG et ses partenaires rappellent que chaque tortue sauvée est une victoire pour la nature, mais que chaque minute compte pour éviter de nouvelles pertes.

Megan Valère SOSSOU

**Lutte contre le VIH SIDA au
Bénin : Winnie Byanyima,
Directrice exécutive de**

L'ONUSIDA, satisfaite des avancées

Du 9 au 13 septembre 2024, Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, a effectué une visite officielle au Bénin. Cette mission lui a permis de rencontrer plusieurs personnalités importantes du pays, dont le Chef de l'État et le Président de l'Assemblée Nationale. Au terme de ses échanges, elle a exprimé sa satisfaction quant aux efforts fournis par le Bénin dans la lutte contre le VIH/SIDA.



Winnie Byanyima

Mme Byanyima a rappelé que « le Bénin a accompli des progrès considérables dans la lutte contre le SIDA. En 14 ans, les nouvelles infections et les décès ont été réduits de moitié, et de nombreuses personnes ont désormais accès à des traitements. » Toutefois, elle a précisé que 1 400 nouvelles infections ont été enregistrées l'année dernière, avec une prédominance chez les jeunes filles, particulièrement

vulnérables.

Ces avancées sont le résultat des actions entreprises par le gouvernement béninois et ses partenaires, notamment dans le domaine de la mobilisation des financements. Mme Byanyima a salué les efforts du Bénin, qui, contrairement à plusieurs autres pays, a réussi à contribuer à hauteur de 32 % au financement de la lutte contre le VIH/SIDA. Elle a également évoqué un projet clé lancé en collaboration avec Expertise France, visant à renforcer la réponse communautaire contre la stigmatisation et la discrimination.

Un partenariat stratégique avec Expertise France

Le partenariat avec Expertise France a été souligné comme une initiative majeure. Ce projet, qui vise à instaurer une réponse communautaire pour lutter contre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH, a été officiellement lancé lors de la visite de Mme Byanyima. Elle a également reconnu l'importance de l'aide financière fournie par la France à travers ce partenariat, qui permettra de surmonter l'obstacle de la stigmatisation, souvent à l'origine de la réticence des personnes infectées à accéder aux soins.

Des avancées avec la science

En réponse aux rumeurs sur la disponibilité d'un remède ou d'un vaccin contre le VIH, Mme Byanyima a clarifié qu'« il n'y a pas de remède ni de vaccin, juste des essais en cours ». Elle a insisté sur le fait qu'aucun traitement curatif ou préventif concret n'a encore été découvert, bien que la recherche progresse. En revanche, elle a souligné la disponibilité de nouveaux outils de prévention, dont la « prep injectable ». Ce traitement révolutionnaire permet aux personnes à risque de recevoir deux injections par an, en alternative aux comprimés quotidiens, afin de prévenir toute infection par le VIH.

La Directrice exécutive de l'ONUSIDA a appelé les médias à

jouer un rôle essentiel dans la sensibilisation et l'information, afin de contribuer à l'atteinte des objectifs 2030 dans la lutte contre le VIH/SIDA au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Tozé, le répulsif biologique qui protège vos cultures des ruminants

Face aux dégâts causés par les bœufs, moutons et chèvres dans les champs, le produit Tozé se positionne comme une solution efficace et écologique. Ce répulsif biologique, conçu à partir d'extraits d'animaux et de plantes, repousse les ruminants sans nuire à l'environnement, aux plantes ou aux humains.



Produit Tozé

Une solution naturelle contre les ravages des ruminants

Les agriculteurs béninois sont régulièrement confrontés aux destructions causées par les ruminants, surtout en saison sèche, lorsque les bœufs errants s'attaquent aux plantations. Tozé agit comme une barrière naturelle, préservant les cultures annuelles, les plantations fruitières et les plantes de couverture. Contrairement aux produits chimiques, Tozé est non toxique, validé par le laboratoire pharmacologique de l'EPAC/UAC, garantissant la sécurité pour l'homme et l'environnement.

Le dosage de Tozé est simple : 1 litre du produit mélangé à 5 litres d'eau permet de traiter une bande de 2 mètres sur 400 mètres. Ainsi, un hectare de champ nécessite seulement un litre de Tozé. Le traitement reste efficace pendant deux mois, offrant une protection durable contre les ruminants. Un litre est vendu à 5000 FCFA, ce qui en fait une solution accessible

pour les petits et grands agriculteurs.

Une alternative durable et non toxique

En plus de son efficacité, Tozé est respectueux de l'environnement. Les études toxicologiques et d'impact environnemental ont été validées par l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE), prouvant son innocuité pour les cultures, les animaux et les humains.

Tozé représente ainsi une avancée importante pour les agriculteurs soucieux de protéger leurs cultures tout en respectant la biodiversité.

Megan Valère SOSSOU

Agroécologie au Bénin : Les Jardins de l'Espoir promeut l'assurance qualité et la maîtrise financière

[This article can be read in english on the Eco Voice Africa](#)

Pour rassurer de la qualité des produits agroécologiques, de la production à la consommation, Les Jardins de l'Espoir, avec le soutien financier de l'Agroecology Fund, a initié le projet « Assurance qualité et maîtrise financière des systèmes agroécologiques paysans » (AQSAEP). Ce projet a été présenté lors d'un atelier à Abomey-Calavi, en présence des principaux acteurs de l'agroécologie au Bénin.



Vue d'ensemble des participants

Raoudath Bouraima, Présidente de Les Jardins de l'Espoir, a expliqué que l'objectif du projet est de garantir aux consommateurs, ainsi qu'aux producteurs, une production et une consommation saine et durable. « Il s'agit d'apporter plus de valeur aux produits agroécologiques sur le marché, en assurant leur qualité », a-t-elle précisé.

Au cours de cet atelier, les participants ont examiné la nécessité de réaliser une cartographie des bonnes pratiques et des acteurs clés de l'agroécologie au Bénin, réalisée à partir d'une étude diagnostique. Ils ont également travaillé à l'élaboration des éléments essentiels du cahier des charges pour la certification AQSAEP, et discuté des moyens de redynamiser les marchés fermiers paysans afin de faciliter l'accès à ces produits écologiques.

Le projet AQSAEP comprend plusieurs volets : l'aménagement d'infrastructures agroécologiques, la création d'une ferme

témoin, la distribution d'intrants aux producteurs, la mise en place d'itinéraires techniques adaptés aux systèmes agroécologiques, une étude de rentabilité économique de ces pratiques, et la création d'un marché modèle illustrant les principes de la nouvelle certification. L'initiative inclut également l'expérimentation de nouveaux systèmes de production, dont les résultats seront validés par les parties prenantes du secteur agroécologique.

Une certification AQSAEP pour renforcer la confiance des consommateurs

« Ce projet nous conduira à une certification des produits agroécologiques », a souligné la présidente de Les Jardins de l'Espoir. Il s'agit de garantir que les producteurs utilisent des outils et des pratiques transparentes, rassurant ainsi les consommateurs sur la qualité des produits agroécologiques disponibles sur le marché.

La certification AQSAEP, au cœur du projet, vise à offrir une garantie de qualité élevée des produits agroécologiques, un avis partagé par Noël Obognon, coordonnateur du projet. Monkoun Jaurès, directeur du CeVAD et membre de la FAEB, a salué cette initiative qu'il qualifie de « très pertinente ». Cette certification ouvrira de nouvelles opportunités pour les producteurs agroécologiques en renforçant la confiance des consommateurs et en consolidant leur position sur le marché a-t-il laissé entendre.

Le projet AQSAEP porté par Les Jardins de l'Espoir avec le soutien de Agroecology Fund, promet ainsi de transformer durablement le secteur agroécologique béninois, en misant sur des pratiques agricoles responsables et une gestion financière rigoureuse, pour le bien-être des producteurs et des consommateurs.

AbaLo Towanou

DGEFC : 44 sous-officiers obtiennent leurs Diplômes d'Aptitude Professionnelle

La Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC) a célébré, mardi 03 septembre 2024, la fin de formation et la remise de Diplôme d'Aptitude Professionnelle (DAP) à 44 sous-officiers, dont six femmes. Cette cérémonie s'est déroulée sous la présidence de Madame Jeanne ADANBIOKOU AKAKPO, Directrice de cabinet du Ministre du Cadre de Vie et des Transports, en charge du Développement Durable (MCVT), représentant Monsieur José TONATO, le Ministre.



Organisée à Akpakpa, au siège de la DGEFC, cette formation de 90 jours a permis aux stagiaires de se perfectionner dans des domaines variés : Conservation de la Faune, Aménagement et Gestion des Aires Protégées, Foresterie Rurale, ainsi que des modules sur la législation et la pratique administrative. Ils

ont également bénéficié d'un entraînement physique et militaire, afin de renforcer leur capacité à protéger efficacement les ressources naturelles du pays.

Dans son discours, la Directrice de cabinet a souligné l'engagement du gouvernement à améliorer les compétences du personnel forestier. Elle a encouragé les récipiendaires à poursuivre leurs efforts et à mettre à profit leurs nouvelles compétences pour protéger l'environnement et la biodiversité.

Monsieur Rémi HEFOUME, Directeur Général des Eaux, Forêts et Chasse, a exprimé sa reconnaissance au Président de la République et au Ministre pour leur soutien indéfectible. Il a exhorté les sous-officiers à faire preuve de professionnalisme et de probité dans leurs fonctions futures.

De son côté, Madame Charlotte OKUNDE, Directrice de l'École Nationale des Eaux, Forêts et Chasse, a salué les réformes en cours, notamment la loi 2020-18 du 03 juillet 2020, qui renforce le statut des fonctionnaires forestiers. Elle a insisté sur l'importance de ces mesures pour préparer le personnel aux défis liés aux changements climatiques.

Les diplômés, représentés par leur porte-parole Innocent GAMMENON, ont exprimé leur gratitude pour cette formation et se sont engagés à contribuer pleinement à la gestion durable des ressources naturelles. Ils ont tous obtenu des moyennes supérieures à 12/20, avec 07 mentions très bien, 34 mentions bien, et 03 mentions assez bien.

Megan Valère SOSSOU

Dr Ifedayo Morayo Adetifa devient le Directeur de la transformation à FIND

FIND a le plaisir d'annoncer la nomination du Dr Ifedayo Morayo Adetifa au poste de Directeur de la Transformation. Dr Adetifa, qui assumera également les fonctions de Directeur Exécutif, apporte une riche expérience et un parcours éprouvé dans le domaine de la santé mondiale et de la sécurité sanitaire, en particulier dans la prévention et le contrôle des maladies infectieuses.



Dr Ifedayo Morayo Adetifa

Dr Adetifa, pédiatre chevronné et épidémiologiste accompli des maladies infectieuses, a précédemment occupé le poste de Directeur Général et Exécutif du Centre Nigérian de Contrôle et de Prévention des Maladies (NCDC). Pendant son mandat au NCDC, il a joué un rôle crucial dans l'avancement de la réponse du Nigeria à la COVID-19. Il a également attiré des

fonds substantiels pour les programmes, géré des budgets importants et supervisé une grande équipe dédiée à la lutte contre les agents pathogènes épidémiques et endémiques.

Exprimant son enthousiasme pour son nouveau rôle, Dr Adetifa a déclaré : « Je suis ravi de rejoindre FIND à un moment aussi critique pour la santé mondiale et en particulier pour les diagnostics. J'ai hâte de diriger l'équipe de FIND et de collaborer avec nos partenaires mondiaux pour stimuler l'innovation diagnostique et garantir que ces avancées atteignent ceux qui en ont le plus besoin. »

Dr Ayoade Alakija, président du conseil d'administration de FIND, a souligné l'importance de cette nomination : « Alors que FIND entame un nouveau et passionnant voyage de transformation, nous sommes ravis d'accueillir Dr Adetifa dans la famille FIND alors qu'il assume les responsabilités de Directeur Général. Sa nomination marque une étape importante, car il devient le premier Directeur Général africain du Sud global que FIND a été créé pour servir. Je suis particulièrement fier d'accueillir le premier Directeur Exécutif africain dans le Geneva Global Health Campus et l'écosystème plus large. Rééquilibrer le pouvoir est ce qui fera progresser la santé pour tous, et je reste pleinement engagé à faire en sorte que le leadership en santé mondiale reflète la diversité des populations que nous servons.»

L'expérience étendue de Dr Adetifa comprend des travaux aux niveaux national, régional, continental et international sur la fièvre de Lassa, les vaccins et l'immunisation, le virus respiratoire syncytial, le paludisme, la tuberculose et les systèmes de santé. Il est également actuellement membre du comité consultatif scientifique de la Coalition pour les Innovations en Préparation aux Épidémies (CEPI).

Dr Adetifa a obtenu ses qualifications médicales de premier cycle à l'Université d'Ilorin, au Nigeria, et a terminé sa résidence en pédiatrie au Lagos University Teaching Hospital,

Idi-Araba, Lagos, avec l'attribution d'une bourse du West Africa College of Physicians en pédiatrie. Il a ensuite obtenu une maîtrise en sciences de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), à Londres, et un doctorat (tous en épidémiologie) de l'Université d'Amsterdam. Il a également été professeur associé d'épidémiologie des maladies infectieuses à la LSHTM avant sa nomination au NCDC.

Alors qu'il prend ses nouvelles fonctions, Dr Adetifa est prêt à guider FIND dans cette période de transformation et à faire progresser sa mission d'innover et d'élargir l'accès aux tests diagnostiques à l'échelle mondiale, en veillant à ce que ceux qui en ont le plus besoin ne soient pas laissés pour compte.

Gestion intégrée du parc W: le Bénin met en place sa plateforme nationale

Le Bénin accueille depuis ce lundi 26 août 2024 à Cotonou, l'atelier national dédié à la mise en place de la plateforme de l'écosystème transfrontalier du complexe naturel W au Bénin. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet d'amélioration de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), de la gestion et de la gouvernance fondée sur la connaissance du bassin du Niger et du système aquifère d'Ilullemmeden – Taoudéni/Tanezrouft (NB-ITTAS), piloté par l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).



Vue d'ensemble des participants

Tchokponhou Allomasso, Coordonnateur régional du projet NB-ITTAS, a rappelé que cet atelier marque la dernière phase d'un processus entamé depuis 2020. Il vise à mettre en place une gestion rationnelle de cet écosystème de grande importance pour l'Afrique de l'Ouest, reconnu pour sa diversité floristique et faunique a-t-il souligné. Ce projet bénéficie d'un grand intérêt de la part des partenaires internationaux. Il a exhorté les participants à s'investir pleinement pour la réussite de cet atelier.



Cérémonie d'ouverture de l'atelier

Représentant le Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger, Ibro Adamou, Directeur technique par intérim de l'ABN, a exprimé sa gratitude envers les autorités béninoises, notamment le ministère en charge de l'eau, qui assure la tutelle de l'Autorité du Bassin du Niger au Bénin. Il a souligné l'importance capitale de cet atelier dans le contexte des efforts déployés depuis plusieurs années pour accompagner les pays membres de l'ABN dans la préservation des ressources naturelles du bassin du Niger.

Aurélien Tossa, Chef de service de la coopération internationale et d'appui aux structures et organes GIRE, représentant le ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines, a insisté sur l'objectif principal de cette plateforme : améliorer la gestion, la gouvernance et la conservation des ressources naturelles dans 11 pays, dont le Bénin et le Burkina Faso. Il a rappelé que les écosystèmes, véritables interfaces entre nature et société, doivent être gérés de manière intégrée et participative pour garantir leur préservation.



la plénière

La plateforme, un outil pour une gestion efficace des écosystèmes

L'atelier permettra de dresser un état des lieux des écosystèmes d'importance mondiale, dont fait partie le parc W. Des plateformes nationales et régionales sont prévues autour de ces écosystèmes pour créer un environnement favorable à une meilleure gestion de la biodiversité. Après le Burkina Faso, c'est maintenant au tour du Bénin de mettre en place sa propre plateforme. Ibro Adamou s'est réjoui de la diversité des acteurs présents à cet atelier, signe du succès de l'initiative.

Cette nouvelle plateforme permettra de regrouper, analyser et produire des informations de qualité pour une gestion plus efficace des écosystèmes. Elle constitue un outil essentiel dans la lutte contre les défis sécuritaires et climatiques qui menacent ces ressources d'importance mondiale.

À l'issue des trois jours de travaux, une plateforme intégrée sera mise en place, offrant une opportunité unique aux différents acteurs d'apporter leurs contributions à la préservation de cet écosystème vital.

Abalo Towanou

Afrique Subsaharienne: Voici les Tops et Flops en personnel de santé en 2023

En 2023, seuls 9 des 44 pays d'Afrique subsaharienne atteignent le seuil de densité de 4,45 professionnels de la

santé pour 1 000 habitants, fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour garantir la couverture sanitaire universelle. Ce chiffre inclut principalement les médecins généralistes et spécialistes, tels que les oncologues, gynécologues, et orthodontistes. En revanche, 18 pays de la région affichent une densité inférieure à un médecin pour 1 000 habitants, faisant de l'Afrique le continent le moins doté en personnel de santé, selon une étude publiée au premier trimestre 2024 par [le magazine économique américain CEO World](#).



La pénurie aiguë de professionnels de la santé en Afrique s'explique par plusieurs facteurs. *CEO World* cite l'insuffisance des capacités de formation, une croissance démographique rapide, une gouvernance déficiente du personnel de santé, et des changements de carrière. Cependant, la migration reste le facteur principal de cette crise.

La fuite des cerveaux : un défi majeur

De plus en plus de médecins africains, en quête de meilleurs salaires et conditions de travail, choisissent d'émigrer vers des pays développés où la demande en personnel de santé est également élevée. Selon les analystes de *CEO World*, cette

migration contribue à déstabiliser les systèmes de santé déjà fragiles des pays africains. Les États-Unis et le Canada figurent parmi les principales destinations de ces professionnels de santé.

L'OMS prévoit qu'il manquera 6,1 millions de professionnels de la santé en Afrique d'ici 2030, une augmentation de 45 % par rapport aux dernières estimations de 2013. Cette pénurie, combinée à une répartition inégale du personnel de santé, accentue les disparités. Par exemple, la Somalie affiche le ratio le plus bas avec seulement 0,2 travailleur de la santé pour 1 000 habitants, tandis que Maurice, avec 26,6 pour 1 000 habitants, se positionne en tête du continent grâce à un système de santé solide et des soins gratuits dans les hôpitaux publics. Les Seychelles, l'Angola, l'Afrique du Sud, et le Cap Vert complètent le top 5 des pays subsahariens les mieux dotés en personnel de santé.

Zone Franc : le paradoxe sanitaire

Le tableau est particulièrement sombre pour les 14 pays de la Zone Franc. À l'exception du Gabon, qui dépasse le seuil de l'OMS avec 5,9 médecins pour 1 000 habitants, la plupart de ces pays sont confrontés à des pénuries sévères. Le Gabon, avec une population de 2,4 millions d'habitants et un PIB de 20,5 milliards USD en 2023, figure parmi les mieux lotis, bien que le nombre de dentistes et de pharmaciens y reste extrêmement faible. La Guinée Équatoriale, avec 3,5 médecins pour 1 000 habitants, et la Guinée-Bissau, avec 2,2, suivent dans ce classement. En revanche, des pays comme le Niger, le Tchad, le Bénin et le Togo occupent le bas du tableau avec seulement 0,6 médecin pour 1 000 habitants.

Au niveau mondial, Cuba continue de dominer avec 84,3 médecins pour 1 000 habitants. La Belgique est classée cinquième, la Russie 35e, les États-Unis 41e, la France 46e, et la Chine 74e, soulignant les écarts considérables entre les pays en termes de disponibilité du personnel de santé.

Énergie propre pour tous : Le Projet Africa MiniGrid officiellement lancé au Bénin

Le Bénin se positionne résolument sur la voie de l'émancipation énergétique avec le lancement officiel du Projet-Bénin, dans le cadre du Programme Minigrad en Afrique. Ce lundi 12 août, les autorités béninoises, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ont marqué le coup d'envoi de cette initiative ambitieuse lors d'une cérémonie à Niaouli, dans la commune d'Allada.



Le Programme de Mini Réseaux en Afrique, au cœur de ce projet,

visé à transformer le paysage énergétique béninois en renforçant la viabilité des mini-réseaux alimentés par des sources renouvelables. L'objectif : augmenter l'accès à une énergie propre et abordable pour les populations, tout en stimulant les investissements grâce à des modèles commerciaux novateurs et des coûts réduits.

Ce projet, qui promet un avenir meilleur, prévoit l'installation de 0,4 MW de capacité photovoltaïque et 0,9 MWh de stockage sur batterie. Un impact majeur est attendu sur le plan environnemental, avec une réduction des émissions de gaz à effet de serre estimée à 9 000 tonnes métriques de CO₂ équivalent directement, et à 180 000 tonnes métriques de CO₂ équivalent de manière indirecte.

L'impact social du projet est tout aussi prometteur. Près de 12 000 Béninois, dont la moitié de femmes, bénéficieront directement des 2 400 nouveaux raccordements de mini-réseaux. À travers ce déploiement, le gouvernement béninois, soutenu par ses partenaires techniques et financiers, entend faire de l'accès universel à l'énergie une réalité.

Lors de la cérémonie, Joseph Cakpo, maire d'Allada, a souligné l'importance de ce projet pour un développement harmonieux des régions du Bénin. Il a salué l'engagement des autorités locales et nationales ainsi que la détermination du ministre de l'Énergie, Samou Adambi, à faire de l'accès à l'énergie un droit pour tous.

Jean-Claude Codjia, préfet de l'Atlantique, a quant à lui exprimé sa profonde gratitude envers le Chef de l'État et le gouvernement pour leur engagement à fournir de l'énergie électrique aux localités les plus reculées. Il a exhorté les populations à s'impliquer activement dans toutes les étapes de ce projet transformateur.

Titus Osundina, représentant résident du PNUD au Bénin, a réitéré l'engagement de son organisation à soutenir le

gouvernement béninois dans sa transition énergétique. Il a salué les efforts continus du Bénin pour atteindre les Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 7, qui vise l'accès universel à une énergie propre et abordable.

Pour sa part, le ministre de l'Énergie, Samou Adambi, a exprimé sa reconnaissance envers les partenaires, particulièrement le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), pour leur soutien indéfectible. Il a assuré que le gouvernement reste fermement engagé à réaliser les ambitions portées par ce projet.

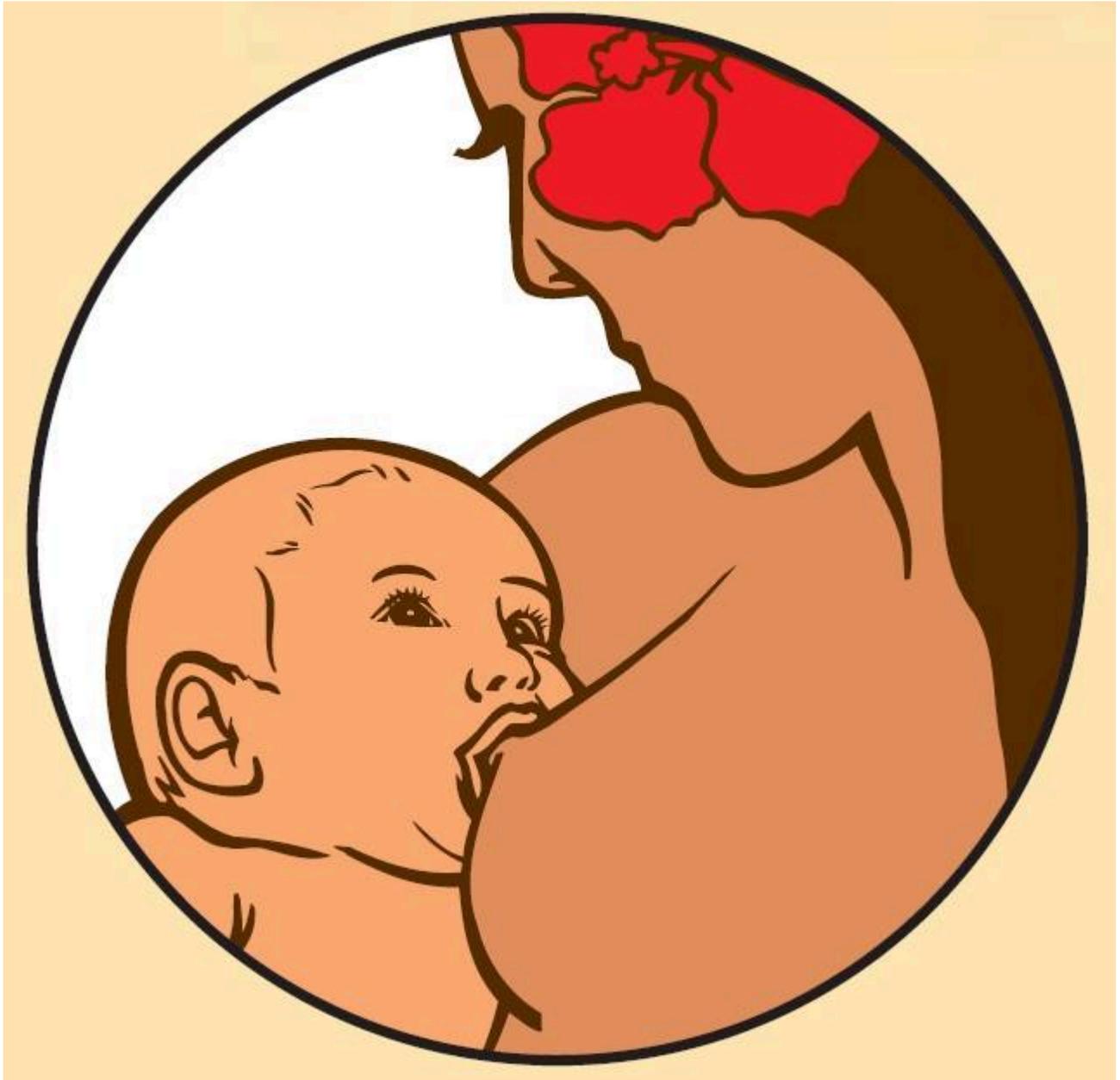
Le lancement du Projet-Bénin du Programme Minigrad en Afrique témoigne de l'engagement des autorités béninoises à faire de l'énergie un levier de développement et de bien-être pour toutes les couches sociales.

Megan Valère SOSSOU

Semaine mondiale de l'allaitement maternel : Un engagement renouvelé pour soutenir les Mères

Avec le soutien de l'OMS, de l'UNICEF, et de nombreux ministères de la Santé et partenaires de la société civile, la Semaine mondiale de l'allaitement maternel a lieu chaque année durant la première semaine d'août. Cette initiative vise à promouvoir l'allaitement maternel comme l'un des moyens les plus efficaces de garantir la santé et la survie des enfants. Cependant, moins de la moitié des nourrissons de moins de six

mois sont actuellement exclusivement allaités au sein.



Chaque année, un thème différent est choisi pour encourager des environnements favorables qui aident les femmes à allaiter. Le thème de 2024, « Comblers l'écart : soutien à l'allaitement maternel pour toutes », met l'accent sur le soutien nécessaire à toutes les mères, quel que soit leur parcours d'allaitement, en soulignant le rôle des familles, des communautés, et des agents de santé.

Cette année la campagne célèbre la diversité des mères qui allaitent et souligne les soutiens communautaires et professionnels disponibles pour elles. Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau

Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest, s'est exprimé au Réseau des Médias Africains pour la Promotion et la Médium de la Santé (REMAPSEN) le mardi 30 Juillet 2024. Il a rappelé que « le lait maternel continue d'être l'aliment approprié au développement des bébés et des enfants de la naissance à six mois », soulignant la nécessité d'une bonne nutrition dès le début de la vie pour la santé et le développement.

Cependant, des obstacles subsistent, notamment l'usage du lait artificiel qui compromet la santé des enfants et les expose à diverses maladies. Les faibles taux d'allaitement maternel en Afrique centrale et occidentale sont souvent dus à la disponibilité des substituts de lait maternel sur le marché et à l'absence de lois restrictives. Nanama a évoqué la nécessité pour les pays de développer des programmes de nutrition pour les enfants de moins de cinq ans et d'interdire les substituts du lait, citant le Ghana comme un exemple à suivre.



Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest

Il a également mentionné le manque de soutien postnatal pour les mères après leur sortie de l'hôpital : « Quand la mère rentre à la maison, il n'y a personne pour l'accompagner pour donner du lait à l'enfant. Tous ces facteurs se combinent pour provoquer un mauvais allaitement. » Pour améliorer les taux d'allaitement, il a souligné l'importance de surmonter les obstacles actuels et de mettre en œuvre les stratégies de l'UNICEF. « Si ces barrières sont surmontées, si les stratégies lancées par l'UNICEF sont mises en œuvre, nous atteindrons 70 %, ce qui est le pourcentage acceptable. »

Enfin, Nanama a mis en garde contre les informations trompeuses sur les réseaux sociaux concernant l'allaitement maternel. L'éducation et la sensibilisation, combinées à des politiques rigoureuses, sont essentielles pour promouvoir l'allaitement maternel et assurer une nutrition optimale pour les enfants.

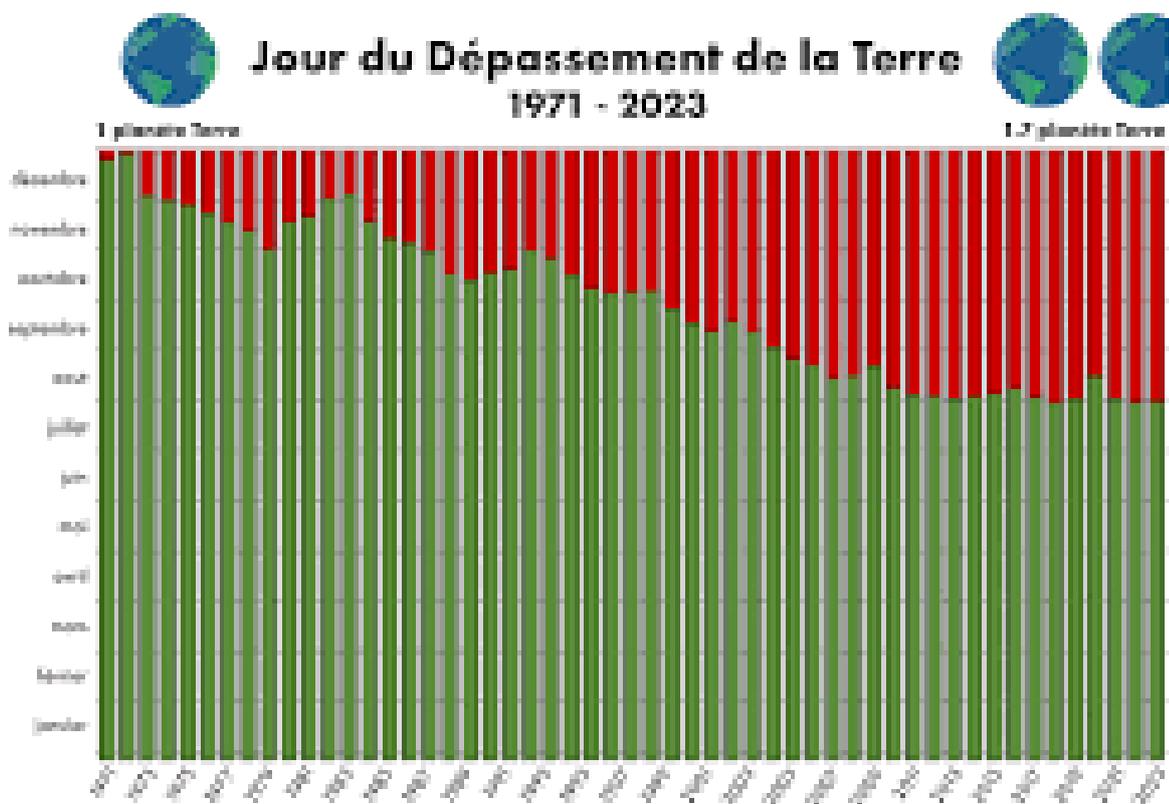
Rappelons qu'en 2018, une résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé a reconnu la Semaine mondiale de l'allaitement maternel comme une stratégie essentielle de promotion de la santé.

Megan Valère SOSSOU

Jour du dépassement : à compter de ce jeudi, la Terre

vit à crédit

Ce jeudi 1er août 2024 marque un triste jalon pour notre planète : le Jour du dépassement. En seulement sept mois, l'humanité a épuisé toutes les ressources que la Terre est capable de régénérer en un an, [souligne le Global Footprint Network](#), qui calcule cet indice annuel. Ce jour arrive cette année 15 heures plus tôt que l'an passé, et est identique à celui de 2022.



Source: Global Footprint and Ecoversity Accounts, Edition 2023
<https://www.footprintnetwork.org>

Depuis 2018, à l'exception de l'année 2020 où les confinements dus à la pandémie de Covid-19 avaient repoussé cette date au 16 août, le Jour du dépassement est resté relativement stable. En 2020, les arrêts économiques mondiaux avaient permis de retarder cette date fatidique, illustrant l'impact de notre consommation excessive sur les ressources naturelles de la planète.

Pourtant, malgré ces fluctuations, le constat reste alarmant.

En sept mois, l'humanité a consommé autant de ressources naturelles que les écosystèmes peuvent en renouveler en une année entière. Il nous faudrait 1,75 Terre pour satisfaire notre appétit insatiable, selon les calculs du Global Footprint Network.

« La persistance du dépassement, depuis un demi-siècle, a entraîné une diminution de la biodiversité, un excès de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et une concurrence accrue pour la nourriture et l'énergie », explique David Lin, directeur scientifique du Global Footprint Network, dans un communiqué. Les effets de cette surconsommation sont de plus en plus visibles : vagues de chaleur inhabituelles, [feux de forêt](#), sécheresses et inondations.

Depuis 2011, la date du Jour du dépassement oscille entre le 1er et le 6 août, reflétant une relative stabilité. Toutefois, le Global Footprint Network met en garde : l'humanité est en train de perdre la course pour atteindre les objectifs internationaux de protection de la planète, tels que la conservation de 30% de la biosphère mondiale d'ici 2030 et la réduction des émissions de carbone de 45% par rapport à 2010.

« La réduction des émissions de carbone nécessiterait à elle seule de déplacer le Jour du dépassement de 22 jours par an au cours des six prochaines années », précise l'ONG. Depuis 1970, cette date a avancé de cinq mois, soulignant l'urgence de prendre des mesures concrètes pour inverser cette tendance.

Le Jour du dépassement est un rappel brutal de notre impact sur la Terre. Chaque jour gagné dans cette course contre la montre est crucial pour assurer un avenir durable à notre planète et aux générations futures.

Megan Valère SOSSOU

De la terre à l'assiette : Le Bénin défend ses semences paysannes

Une diversité de voix s'est levée ce vendredi 26 juillet 2024, au siège du CEVASTE, pour discuter de l'avenir agroécologique du Bénin. L'événement, rassemblant pasteurs, musulmans, chefs coutumiers, acteurs agricoles, avait pour objectif d'influencer les politiques en matière de souveraineté alimentaire, de résilience communautaire et de régénération de la diversité bioculturelle en Afrique.



Photo d'ensemble

L'importance de la rencontre est de permettre aux organisations de s'exprimer sur la situation du Bénin en matière d'importation de semences et d'engrais chimiques, ainsi que sur la décision gouvernementale de créer une entreprise nationale des semences, explique Daniel Jean Edwens, chargé de projet au CEVASTE.

Pour Dah Atawé Akoyi Oussou Lio, Président de GRABE Bénin ONG

et membre de l'ABN, les semences constituent la santé de l'Homme, son histoire, sa culture et sa suivie. Il n'a pas manqué de mettre en lumière l'importance de la souveraineté alimentaire liée aux semences. Il a évoqué les questions de santé, le transfert de connaissances et les rituels traditionnels entourant les semences. Dah Akowé a également alerté sur les dangers des semences génétiquement modifiées, soulignant les richesses culturelles et historiques que chaque semence porte en elle.

Au cours de cette séance, et parlant de la récente décision du gouvernement de créer une société des semences et Plants, l'activiste pour la Nature et membre de la FAEB et du réseau Jinunkun Patrice Sagbo a exprimé la ferme position de la Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB). En effet, il s'agit d'une désapprobation catégorique. L'activiste a rappelé que les semences paysannes, bien que perçues comme non performantes par les autorités, ont nourri des générations pendant des millénaires. Selon lui, le véritable problème réside dans les pratiques actuelles entourant les semences, notamment l'importation d'intrants chimiques. Patrice Sagbo a plaidé pour une valorisation des semences paysannes pour renforcer le système alimentaire du Bénin.

Une réalité à laquelle s'accordent toutes les parties prenantes à cette rencontre. Fagnon Issac, pasteur et fondateur du Ministère Église Missionnaire Évangélique la Lumière des Nations, a déclaré : *« Comme le Dieu tout Puissant nous recommande d'aller évangéliser pour que les âmes soient sauvées, je sensibiliserai à la suite de cette séance mes fidèles sur les pratiques et les enseignements que j'ai découverts ici au CEVASTE. »*

Le chef religieux, Hounon Agbovode Mandje Agbogni, à l'Etat civile, Dossou-Yovo Aubin, a également pris l'engagement de partager les connaissances acquises à l'endroit de ses communautés à la base afin de préserver les semences paysannes.

Il est impératif de revenir aux anciennes pratiques agricole c'est ce que préconise la jeune entrepreneure agricole, Clarisse Adansi, qui a vu ses connaissances actualisées au cours de cette séance débat.

La rencontre a pris fin sur le plaidoyer du Père Jah qui a souligné l'importance de revenir aux principes de l'agroécologie en multipliant et partageant les semences, afin d'aller de l'autonomie à la suffisance alimentaire puis de la suffisance alimentaire à la souveraineté alimentaire.

Il a rappelé l'ordre divin de cultiver et de préserver la fertilité de la terre, invitant chacun à bâtir une nouvelle création sans les vicissitudes des engrais chimiques, mais plutôt un pays prospère où coulent le lait et le miel, grâce à un retour aux traditions.

Cette séance d'échange et de débat marque un grand pas vers une prise de conscience collective et une action concertée des acteurs à divers niveaux pour la préservation des semences paysannes. Elle fait renaître un espoir : celui de voir la terre béninoise prospérer grâce à ses propres richesses naturelles et culturelles.

Rappelons que cette activité organisée par le *Centre d'Expérimentation et de Valorisation de l'Agro écologie des Sciences et Techniques Endogènes (CEVASTE)* avec la Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB) est soutenue par l'African Biodiversity Network (ABN) et Brot für die Welt. Une pensée particulière a été adressée à la Feue Mère Jah.

Megan Valère SOSSOU